Conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne

Séance du mardi 9 avril 2024

Membres présents :

Collège des professeurs : Christophe CLÉMENT, Anaïs DANET, Georges DURRY, Dominique ROUX, Séverine VISSE-CAUSSE, Vincent VUIBLET

Collège des autres enseignants : Ahlem ARFAOUI, Suzane EL HAGE, Nicolas ETIQUE, Emmanuelle GAUTHERAT, Françoise LE NY VRAY, Philippe LESTRIEZ, Jean-Francis ORY

Collège des étudiants : Clothilde BOZON, Louis MARTZ, Linda MFENJOU

Collège des BIATSS : Romuald ARNOLD, Emmanuel BONNET, Nathalie HUMBERT, Isabelle MALBEC, Ambre PERRIGUEY

Personnalités extérieures : David CABANAC, Patricia DURIN, Arnaud FLORENTIN, Christian VAN DER STEE

Membres représentés :

Isabelle HEULLANT-DONAT a donné pouvoir à Georges DURRY

Hamid MORJANI a donné pouvoir à Christophe CLÉMENT

Frédéric CASTEL a donné pouvoir à Nicolas ETIQUE

Emeline BOJAN a donné pouvoir à Jean-Francis ORY

Noan PASIECZNY a donné pouvoir à Jean-Francis ORY

Joseph PUZO a donné pouvoir à Vincent VUIBLET

Madame Françoise LE NY VRAY a donné pouvoir à Georges DURRY en cours de séance

Ambre PERRIGUEY a donné pouvoir à Nathalie HUMBERT en cours de séance

Clothilde BOZON a donné pouvoir à Françoise LE NY VRAY en cours de séance

Louis MARTZ a donné pouvoir à Linda MFENJOU en cours de séance

Membres excusés :

Emeline BOJAN, Frédéric CASTEL, Isabelle HEULLANT-DONAT, Véronique MARCHET, Hamid MORJANI, Noan PASIECZNY, Joseph PUZO

Membres de droit :

Laure CASTIN, directrice générale des services, Nathalie MERIOT, agente comptable, Monsieur le recteur représenté par madame Maud MOEYAERT.

Invités :

Essaid AIT BARKA, Jean-Marc BASCOURRET, Stéphanie CAILLIES, Carole CORPEL, Laurent HUSSENET, Lilian JOLY, Damien JOUET, Anne JUSSIAUME, Emmanuelle LECLERCQ, Laurent LUCAS, Béatrice MARIN, Karelle MASCRET, Céline SCHNEIDER, Isabelle TITEUX, Marie-Odette VICTOR

Ordre du jour :

1. Points d'information

2. Elections des vice-présidents et du bureau :

- Election du vice-président du conseil d'administration
- Election des vice-présidents délégués
- Election du bureau

3. Délégations de pouvoir du CA au président

4. Conventions

5. Questions diverses

* * *

La séance débute à 14h04.

Monsieur le président fait lecture des pouvoirs et de l'ordre du jour.

1. Points d'information

Monsieur le président fait un point sur les événements survenus sur le campus Croix-Rouge le vendredi 5 avril concernant la fausse alerte attentat et à la bombe afin que les conseillers puissent disposer de tous les éléments.

Un arrêté de fermeture des locaux du campus Croix-Rouge a été pris le vendredi 5 avril de 18h00 jusqu'au lendemain matin et les cours et activités ont pu reprendre normalement dès le samedi 6 avril à 8h00. Une plainte contre X a été déposée. Une cellule psychologique à destination des étudiants et des personnels a été mise en place dès le lundi matin.

Il remercie les trois collègues du site qui ont fait preuve d'un professionnalisme et d'un investissement remarquables. Ce canular aura permis un exercice tant pour l'université que pour les forces de l'ordre et a pu révéler les points à améliorer sur la procédure alerte attentat en place. Ce travail a débuté ce jour même et la procédure actualisée sera adressée aux doyens, directrices et directeurs administratifs, directrices et directeurs d'unités.

2. Elections des vice-présidents et du bureau :

Madame Carole CORPEL rappelle les règles de vote selon les statuts de l'université.

Monsieur le président propose les vice-présidents qui composeront le bureau.

➤ *Election de la vice-présidente du conseil d'administration*

Présentation de la vice-présidente du conseil d'administration en charge du développement durable et de la responsabilité sociétale (DDRS) et de la Science avec et pour la société (SAPS) : madame Dominique ROUX

Monsieur Georges DURRY souhaite savoir si madame ROUX aura des prérogatives vis-à-vis de l'administration dans le cadre de la préparation des séances du conseil d'administration et quelles seront ses responsabilités.

Madame Dominique ROUX répond qu'elle aura la responsabilité de la préparation, de l'accompagnement et de la tenue des séances du conseil d'administration en liaison avec l'ensemble des services et des commissions en amont.

Monsieur Georges DURRY souhaite savoir si elle aura un lien avec la direction générale des services et madame Dominique ROUX explique qu'elle aura un lien avec tous les services centraux relativement aux ordres du jour du conseil d'administration et des commissions en amont, mais pas de prérogatives spécifiques sur les services.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT attire l'attention des conseillers et du président sur le fait qu'il est souvent dit du conseil d'administration qu'il s'agit « d'une chambre d'enregistrement et qu'on s'ennuie ». Elle questionne madame ROUX sur son intention d'utiliser l'intelligence collective des conseillers pour en faire autre chose et sa méthode d'application.

Madame Dominique ROUX ne souhaite pas que le conseil d'administration soit un lieu où tous les sujets sont réouverts et complètement débattus à nouveau. La préparation en amont doit permettre de gagner en fluidité au moment de la prise de décision.

Madame Françoise LE NY VRAY ne voit pas la différence et madame ROUX rappelle que si les commissions permettent ces échanges, il n'y a pas de raison d'être frustré au moment des votes en conseil d'administration. Le travail préparatoire doit être fait en amont.

Monsieur le président précise que cet engagement a été pris pendant la campagne. La question est revenue sur le fait que le conseil d'administration doit être un espace de discussion, mais il rappelle que tous les débats ne peuvent pas être réouverts, l'objectif étant d'échanger avec les composantes, les unités, les services, les directions avant le conseil d'administration afin de préparer au mieux les arguments. Cela n'empêchera pas les débats.

Madame Françoise LE NY VRAY souligne que, lors de la précédente mandature, le conseil d'administration était d'abord une chambre d'enregistrement pour devenir au fil du temps un simple public devant acquiescer aux différents événements décidés sans eux.

Monsieur le président invite les conseillers à se concentrer sur l'avenir.

Monsieur Nicolas ETIQUE demande s'il y a eu un appel à candidature pour l'élection des vice-présidents ou s'il s'agit d'une proposition du président sur chaque poste.

Monsieur le président confirme qu'il s'agit de sa proposition sur chacun des postes à l'arbitrage du conseil d'administration, conformément aux statuts de l'université. Son équipe partage sa vision et a construit avec lui le projet ayant permis son élection. Ils partagent également la méthode de travail basée sur la consultation et la concertation.

Madame Anaïs DANET se questionne sur l'articulation de la partie RS de la mission DDRS avec une autre vice-présidente.

Madame Dominique ROUX indique que la mission DDRS est un travail totalement et perpétuellement transversal dans l'université. Elle donne des précisions sur le schéma DDRS. Il s'agit d'une obligation pour tous les établissements de l'ESR, avec des indicateurs à mettre en place entre 2024 et 2027 sur cinq domaines (recherche, formation, gestion environnementale de l'établissement, politique sociale et qualité de vie au travail et gouvernance).

Madame Françoise LE NY VRAY demande s'il y a un nombre maximum de vice-présidents à respecter ou si cela est laissé à l'appréciation du président. Au vu de la situation financière difficile, elle s'inquiète du nombre de propositions.

Monsieur le président répond que la moyenne se situe entre quatorze et quinze vice-présidents sur l'ensemble des universités françaises. La diversité des missions obligatoires de l'université augmente, ce qui explique son choix. Avoir un vice-président délégué à chacune de ces missions est un signe politique fort et permet à l'université d'embrasser toutes les missions qui lui sont dévolues.

Monsieur Georges DURRY s'émeut de la faible représentation de l'opposition lors de la précédente mandature au sein de la commission des moyens et de la commission des statuts. Il souhaite connaître la position du président sur leur composition.

Madame Carole CORPEL rappelle que ces commissions sont constituées, conformément aux statuts de l'université en vigueur, à la suite d'un appel à candidature. Il appartient à l'arbitrage du président de modifier les statuts. Actuellement, chacune de ces commissions est constituée de :

- Six enseignants (trois du collège professeurs et trois du collège autres enseignants)
- Trois étudiants
- Deux représentants BIATSS

Les personnes candidatant sont élues par le conseil d'administration.

Monsieur Georges DURRY comprend l'aspect règlementaire mais souhaite connaître l'aspect politique, avec une représentation de l'opposition plus importante afin que les débats soient plus nourris et utiles.

Monsieur le président indique que cela fait partie des débats qui pourront avoir lieu au sein du conseil d'administration.

Monsieur David CABANAC demande s'il y aura des pénalités si l'URCA sort du schéma DDRS et s'il existe des souplesses sur ce schéma.

Madame Dominique ROUX précise que le travail est de mobiliser réellement l'ensemble de la communauté pour atteindre les indicateurs et que l'université fixe ce qu'il faut en termes de moyens pour les atteindre.

Le schéma DDRS fait partie du point 3 du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance en discussion et présenté jeudi 11 avril au ministère, dont les réponses sont attendues.

Monsieur le président partage avec les conseillers l'évolution envisagée des statuts de l'université sur plusieurs points, notamment concernant la commission des statuts et la commission des moyens, l'existence d'un premier vice-président au sein de l'université pouvant remplacer le président dans toutes les dimensions en cas d'absence, l'amendement aux statuts d'une conférence des directeurs d'unités prévue statutairement au même titre que la conférence des doyens.

Monsieur le président rappelle que quinze vice-présidents vont être présentés ce jour et qu'il manquera encore trois vice-présidents : un vice-président délégué aux relations internationales, un vice-président délégué au patrimoine et un vice-président délégué aux finances. Ces derniers seront présentés lors d'un prochain conseil d'administration.

Madame Françoise LE NY VRAY demande s'il ne doit pas y avoir un vice-président EXEBIO, conformément aux statuts votés et il est répondu que ce point sera revu car il ne fait pas l'unanimité, l'idée serait plutôt d'avoir des chargés de mission ou des conseillers du président à la tête de chacun des quatre pôles thématiques.

Madame Nathalie HUMBERT demande si monsieur Yannick REMION et monsieur Thierry LETELLIER, pressentis en qualité de vice-président délégué au patrimoine et vice-président délégué aux finances, resteront conseillers du président, ce qui est confirmé. Leur rôle sera de permettre le tuilage avec les futurs vice-présidents au vu de leurs compétences et expériences importantes, ceux-ci ayant décliné la proposition de vice-présidence compte-tenu de leur âge.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT et monsieur Jean-François ORY sont scrutateurs.

*Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Dominique ROUX en tant que vice-présidente du conseil d'administration, **avec 23 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions.***

➤ **Election des vice-présidents délégués**

Chaque vice-président délégué se présente à tour de rôle.

Présentation du vice-président délégué à l'IA et à la Communication : monsieur Vincent VUIBLET

Monsieur Emmanuel BONNET demande à monsieur VUIBLET ce qu'il entend mettre en œuvre en termes de communication vis-à-vis des personnels de l'université et ce qu'il souhaite changer.

Monsieur Vincent VUIBLET explique que la stratégie va se construire avec la direction de la communication. La co-construction permet d'obtenir une vraie communication, il convient donc d'aller à proximité des agents et recueillir les sujets et les éléments que les agents veulent communiquer. A travers cette communication, le but est de rendre chaque fonction visible. Différents dispositifs existent pour créer du lien entre les agents et rendre l'université plus humaine.

Monsieur Georges DURRY demande si, en tant que conseiller du président, monsieur VUIBLET anticipe le positionnement de premier vice-président et monsieur VUIBLET indique que, lorsque les statuts le permettront, il reviendra vers les conseillers pour présenter son projet.

Monsieur Georges DURRY s'interroge sur le devenir de son implication dans la recherche, au niveau de la structure qu'il a créée au sein du CHU principalement.

Monsieur Vincent VUIBLET répond que cela n'aurait pas de sens s'il n'avait pas anticipé la suite et la pérennisation de l'ensemble des dispositifs qu'il a mis en place.

Présentation du vice-président délégué à la recherche : monsieur Lilian JOLY

Madame Anaïs DANET demande s'il est envisagé, dans le cadre du portefeuille, des chargés de mission pour le volet SHS.

Monsieur Lilian JOLY répond qu'un projet se met en place au sein de la MSHS pour fédérer l'ensemble des unités de recherche. Des chargés de mission ne sont pas encore prévus.

Madame Françoise LE NY VRAY rappelle les spécificités de la composante et le fait que la MSHS ne couvre pas la totalité des chercheurs de cette composante.

Monsieur Lilian JOLY précise que l'idée est de structurer l'ensemble des pôles et ainsi avoir un responsable de chaque pôle pour communiquer les informations et un référent inter et intra pôle pour essayer d'obtenir une synergie entre eux.

Madame LE NY VRAY insiste sur la spécificité des axes de cette composante et précise qu'avoir une personne en dehors de cette structure permettrait de la fédérer, car beaucoup d'acteurs ne sont pas dans la MSHS.

Monsieur Georges DURRY interroge monsieur JOLY sur le devenir de son implication dans la recherche et ce dernier explique qu'il a été prévu sur AEROLAB cinq responsables d'axes et le recrutement d'une CPJ pour couvrir l'ensemble de ses activités afin que la continuité soit assurée.

Présentation du vice-président délégué à l'innovation et aux partenariats : monsieur Laurent LUCAS

Madame Emmanuelle GAUTHERAT souhaite savoir si sa mission de renforcement des connexions entre l'université et l'entreprise porte sur l'aspect recherche, l'aspect formation ou les deux.

Monsieur LUCAS répond que ce sera principalement sur le volet recherche mais il arrive que de grands groupes les interpellent sur des dimensions liées à la formation.

Présentation de la vice-présidente déléguée à la formation et à la vie universitaire : madame Emmanuelle LECLERCQ

Madame Linda MFENJOU soulève une difficulté rencontrée par les étudiants à distance en termes d'intégration et de communication avec l'équipe enseignante.

Madame LECLERCQ lui propose d'en discuter ultérieurement pour savoir quel public est concerné puisqu'il existe plusieurs formules à distance.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT demande à madame LECLERCQ ses intentions concernant le dernier cadrage et celle-ci rappelle que l'offre de formation ayant été votée et passée au CNESER, il n'est pas possible d'y revenir. Une réflexion est à mener pour la prochaine accréditation avec les impératifs imposés par le ministère et envisager sa possible évolution.

Madame Françoise LE NY VRAY souligne l'inquiétude générale concernant la future réforme pour les concours, l'offre de formation n'étant plus adaptée selon elle.

Madame Emmanuelle LECLERCQ met l'accent sur le fait que cette réforme annoncée n'est pas encore effective. Pour l'accès au premier degré des métiers de l'enseignement, seront privilégiées les licences dédiées. Pour l'accès au second degré, la dimension disciplinaire et l'adossement aux composantes perdurent.

Elle rappelle que, dans la nouvelle accréditation, des UE de préprofessionnalisation aux métiers de l'enseignement ont été prévues mais cette réforme inquiète dans le sens où elle va modifier le périmètre de l'offre de formation.

Le cadrage ne sera plus adapté à moyen ou long terme selon madame Françoise LE NY VRAY.

Des problèmes toujours présents liés à la lettre de cadrage sont soulevés par monsieur Georges DURRY, notamment en termes de volumes horaires. Il souhaite connaître les liens entre la CFVU et les composantes et le fonctionnement de la CFVU envisagé par madame LECLERCQ.

Cette dernière confirme que la CFVU ne sera pas une chambre d'enregistrement puisqu'il y aura beaucoup d'échanges sur les contenus, au niveau des formations. De nouvelles choses vont être apportées, comme des présentations de projets par exemple. Il y aura toujours la dimension technique. Des groupes de travail pourront être mis en place et élargis en fonction des sujets. Elle s'engage à aller à la rencontre des doyens, qui pourront éventuellement être invités en CFVU selon les sujets abordés.

Présentation de la vice-présidente déléguée à la formation doctorale : madame Béatrice MARIN

Monsieur Georges DURRY s'interroge quant à savoir si le volume de travail de pilotage des écoles doctorales nécessite de monter au statut politique de vice-président. Il n'a jamais compris la structuration des quatre écoles doctorales. Il aurait imaginé un chargé de mission ou un conseiller du président pour ce pilotage, vers éventuellement deux écoles doctorales, comme dans d'autres universités en France.

Madame Béatrice MARIN rappelle qu'en France, dans la majorité des universités et quelle que soit leur taille, un vice-président à la formation doctorale existe. La lourdeur de la tâche n'est pas encore assimilée du fait de l'évolution du doctorat tant au niveau national qu'au niveau européen. Elle fait d'ailleurs partie du Réseau national et du Réseau européen.

Madame Françoise LE NY VRAY demande si garder quatre écoles doctorales a toujours un sens et madame Béatrice MARIN rappelle qu'il y a quatre pôles thématiques et que, pour une question de visibilité, il est bon d'avoir quatre écoles doctorales pour faire écho à ces quatre pôles. Les liens entre les quatre écoles doctorales sont étroits.

Le problème du retour négatif des évaluations demeure d'après madame LE NY VRAY.

Madame Béatrice MARIN souligne que l'école doctorale SHS a reçu une excellente évaluation. Le Hcéres a effectivement demandé de clarifier les champs disciplinaires des écoles doctorales SFS et SNI, ce qui a été fait.

Monsieur Nicolas ETIQUE indique qu'il faut distinguer la nécessité d'avoir des personnes qui travaillent sur ces sujets importants et les moyens que met l'établissement pour ces vice-présidents, qui ont une décharge totale d'enseignement et une prime de l'ordre de 9 000 €. Il ne néglige pas la tâche de vice-

présidence et de certaines missions mais il y a le sentiment chez certains collègues, notamment des directeurs d'unités, des doyens ou autres, d'une certaine inégalité. L'inquiétude quant au nombre de vice-présidents est une question sous-jacente.

Monsieur le président corrige les dires de monsieur ETIQUÉ concernant la décharge totale d'enseignement liée au statut de vice-président. La décharge totale d'enseignement éventuelle concerne uniquement les vice-présidents statutaires, au nombre de deux. Pour les autres, il s'agit de deux tiers de décharge d'enseignement. Son choix de présenter dix-huit vice-présidents a été expliqué précédemment. Avoir un vice-président ou une vice-présidente sur une fonction particulière donne à l'ensemble de la communauté un message fort sur la volonté de monter en excellence sur la formation doctorale, point fort de l'activité de l'université alliant à la fois la formation et la recherche.

Présentation du vice-président délégué aux ressources humaines : monsieur Damien JOUET

Madame Nathalie HUMBERT attire l'attention de monsieur JOUET sur la forte attente du vice-président délégué aux ressources humaines, beaucoup de services et de personnels étant en souffrance ces dernières années. Elle espère qu'il sera accessible et à l'écoute.

Monsieur Damien JOUET a déjà commencé à répondre aux différents appels reçus depuis le début de sa mandature de conseiller et reste ouvert à la discussion avec l'ensemble des personnels et de leurs représentants.

Monsieur Emmanuel BONNET est étonné de ne pas voir la formation professionnelle des personnels dans ses missions et demande si cela sera dans son champ d'action, ce qui est confirmé par monsieur JOUET. Des évolutions sont en réflexion.

Monsieur Georges DURRY soulève les difficultés rencontrées dans les composantes et souhaite que ces problèmes soient entendus. Il évoque le cas des CSP et indique qu'il est temps que la gouvernance prenne les choses en main. Il parle enfin du dialogue social et des listes représentatives du collège BIATSS qui ne sont pas des représentations syndicales et qui aimeraient être associées à ce dialogue social. Cette demande avait été formulée auprès de l'ancien président mais n'avait pas été suivie d'effet.

Monsieur Damien JOUET indique, sur le point du fonctionnement général et du lien composantes/directions centrales, avoir participé dans le cadre d'un précédent mandat à la reconstruction d'une DEVU ayant en point d'orgue ce lien avec les composantes. Ce fonctionnement avait eu des retours positifs. Concernant la présence des listes sur le dialogue social et les différents groupes de travail, il doit se rapprocher des représentations syndicales et de la direction des affaires juridiques pour connaître les possibilités existantes et le cadrage règlementaire.

Monsieur le président admet que le système des CSP n'est pas fonctionnel et concerne 21 personnes. Ce sujet doit être retravaillé pour une meilleure optimisation.

Madame Ambre PERRIGUEY attire l'attention des conseillers sur un problème de communication des chiffres et de manque de transparence rencontré lors du précédent mandat.

Monsieur Damien JOUET insiste sur le fait qu'il n'envisage pas de problème de transparence et précise travailler de manière pragmatique. Les chiffres et les limites de l'établissement seront communiqués dans la mesure du possible, les décisions devant être prises en toute conscience.

Présentation de la vice-présidente déléguée à l'égalité femme-homme et à la lutte contre les discriminations : madame Stéphanie CAILLIES

Monsieur Georges DURRY souhaite savoir s'il y a également un chargé de mission sur ces prérogatives et madame CAILLIES répond qu'il y a une chargée de mission sur la VSS, une chargée de mission Handicap et une chargée de mission sur la laïcité à Troyes.

Monsieur le président rappelle que ces missions sont obligatoires et l'université doit avoir des chargés de mission en conséquence. Une quatrième mission sur l'antisémitisme se profile.

Madame Françoise LE NY VRAY souhaiterait que ces missions soient mises en chantier via un vrai service. Selon elle, l'URCA n'est pas à la hauteur des autres universités à ce sujet au vu des difficultés rencontrées par les étudiants à l'heure actuelle.

Madame Stéphanie CAILLIES confirme son engagement pour améliorer la situation.

Le souci réside dans le suivi des étudiants et étudiantes victimes de discrimination d'après madame Linda MFENJOU. Les personnes en charge de ces problématiques actuellement font preuve d'attention et d'écoute mais aucune suite n'est donnée. Elle souhaite savoir s'il serait possible de créer un recours permettant d'activer les rouages de l'université, de prendre en compte ces discriminations et de créer des sanctions disciplinaires et universitaires.

Madame Stéphanie CAILLIES rappelle qu'il existe la plateforme de signalement et que l'idée est effectivement d'accentuer et d'améliorer ce suivi.

Monsieur le président explique que les choses évoluent dans le bon sens, avec des mesures disciplinaires déjà mises en place. La difficulté réside dans le renoncement des victimes à déposer plainte à la suite de leur signalement, ce qui permettrait d'avoir des saisines efficaces avec des mesures disciplinaires permettant d'éviter aux agresseurs d'être en contact avec les victimes.

Madame Anaïs DANET précise à madame MFENJOU que le rapport concernant les faits évoqués est remonté à la direction des affaires juridiques et la procédure suit son cours.

Elle rappelle que la plateforme de signalement a été mise en place l'année dernière et un travail est fait sur l'accompagnement des auteurs de signalements tout en respectant les contraintes règlementaires.

Monsieur Nicolas ETIQUE demande si la cellule VSS est amenée à être revue pour être plus représentative de l'université puisque, dans sa composition, il n'y a pas de représentants étudiants et peu de représentants des personnels. Il serait intéressant d'y retrouver plus d'utilisateurs.

Madame Stéphanie CAILLIES le remercie pour cette proposition et approuve cet avis.

Madame Françoise LE NY VRAY, elle-même victime d'agression sexiste à l'université, indique que ce système est dysfonctionnel. Malgré son signalement, aucun retour de sa composante ou de la présidence ne lui a été fait. Elle n'a pas souhaité porter plainte et précise avoir trouvé la solution directement avec la personne l'ayant agressée, sans accompagnement de l'université.

Monsieur le président comprend son mécontentement mais le nombre de signalements en augmentation signifie que le système fonctionne. Le constat doit être fait par la nouvelle présidence, sur tous les points, de cartographier les problèmes et d'y remédier durant les quatre ans à venir.

Présentation de la vice-présidente déléguée à la représentation de l'université dans les Ardennes : madame Isabelle TITEUX

Il n'y a pas de questions.

Présentation de la vice-présidente déléguée à la représentation de l'université dans la Champagne sud et en charge du pilotage HRS4R : madame Anne JUSSIAUME

Monsieur Nicolas ETIQUÉ souhaite savoir si une politique sera menée envers ces sites délocalisés pour leur apporter une qualité de service à la fois pour les étudiants et les personnels du même niveau que les composantes rémoises.

Monsieur le président rappelle qu'il s'y est engagé avec son équipe lors de la campagne.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT demande si le HRS4R peut amener concrètement une amélioration du travail des chercheurs.

Madame Anne JUSSIAUME explique que ce sont des choses qui doivent être évaluées dans le temps. Des groupes de travail avaient été mis en place pour faire remonter les problématiques et les actions ont été menées en conséquence.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT demande si une simplification des procédures est prévue et madame Anne JUSSIAUME indique que cela ne faisait pas parti des points remontés.

Monsieur le président précise qu'ils se sont également engagés à ouvrir un ou des club(s) des usagers ayant pour but la clarification et la fluidité des procédures.

Madame Anne JUSSIAUME indique que la première action du HSR4R est la mise en place d'un guichet unique en lien avec le montage de projets et le dossier DIVRESCA porté par la direction générale des services.

Madame Françoise LE NY VRAY évoque une question posée lors de la campagne par différents acteurs des sites décentralisés concernant le différentiel constaté entre le montant de l'enveloppe du Grand Troyes à l'URCA destinée aux structures décentralisées et ce que l'URCA leur attribue.

Madame Anne JUSSIAUME confirme que l'ensemble des financements sont bien axés sur le site de Troyes.

Madame LE NY VRAY s'interroge sur la qualité de communication entre l'université et les sites délocalisés.

Monsieur Georges DURRY souhaite connaître le sentiment de madame JUSSIAUME sur le bilan et les liens avec l'UTT, laquelle confirme avoir des relations cordiales et fluides avec l'UTT.

Monsieur le président précise que l'UTT a un nouveau directeur depuis un an et demi, monsieur Christophe COLLET, ce qui a permis de partir sur de nouvelles bases (une partie du LRN s'intègre dans le L2n, une chaire de transition des territoires agricoles est mise en place et devrait rejoindre EXEBIO dans les prochains mois, l'UTT fait partie de la MSHS).

Présentation du vice-président délégué au numérique : monsieur Romuald ARNOLD

Madame Emmanuelle GAUTHERAT souhaite connaître la politique envisagée concernant la fuite des données.

Monsieur Romuald ARNOLD explique que rien n'est imposé aujourd'hui par le ministère, sauf pour la partie recherche. Il est simplement demandé de faire attention à la donnée de recherche, sans aucune directive particulière. Des outils vont être renforcés afin que les données ne fuient pas vers l'extérieur. Des réflexions vont être menées pour savoir où stocker les données selon leur type et protéger la souveraineté numérique.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT évoque la bureautique et monsieur Romuald ARNOLD explique la difficulté de mise en œuvre au niveau de l'accompagnement de l'utilisateur au sein de l'établissement.

Monsieur Nicolas ETIQUE souhaite savoir si, au niveau de l'équipement des personnels et des étudiants, une politique est envisagée à l'échelle de l'université avec un renouvellement automatique pour les personnels et un système de prêt amélioré pour les usagers.

Monsieur Romuald ARNOLD explique que la CVEC permet d'alimenter des postes de travail pour les étudiants, 200 ordinateurs ont d'ailleurs été achetés récemment à ce titre. Concernant les enseignants, tout nouvel arrivant est équipé directement avec un équipement-type lui permettant de faire de la pédagogie. Si l'enseignant a besoin d'un outil plus poussé pour sa recherche, il est demandé au laboratoire ou à la composante de compléter financièrement pour obtenir cet équipement. Cette politique existe et fonctionne mais peut être améliorée.

Monsieur ETIQUE évoquait principalement les personnels présents depuis plusieurs années et monsieur ARNOLD convient qu'il existe un flou à ce sujet et que ce point sera à retravailler.

Madame Dominique ROUX précise que la durée de conservation des ordinateurs va s'allonger avec les mesures DDRS.

Monsieur Georges DURRY demande si la contribution de monsieur ARNOLD n'est pas plus forte en étant à la tête de la direction du numérique.

Monsieur Romuald ARNOLD explique que le ministère travaille actuellement sur une politique numérique « Coreale ». Il souhaite rester au contact du terrain mais avoir une vision plus haute.

Présentation du vice-président délégué à l'innovation pédagogique et pour le site de Châlons-en-Champagne : monsieur Laurent HUSSENET

Madame Françoise LE NY VRAY demande ce qu'il entend par mobilité et monsieur HUSSENET explique que cela vise les enseignants-chercheurs délocalisés et leur mobilité pour rejoindre leur laboratoire sans coûts supplémentaires afin de permettre d'atténuer leur isolement.

Madame Françoise LE NY VRAY soulève le problème de l'enveloppe financière et monsieur Laurent HUSSENET explique qu'il y a déjà des véhicules sur le site. Ces quatre véhicules sont affiliés à l'INSPÉ avec des phases de mutualisation à régler pour permettre leur utilisation optimale.

Madame Françoise LE NY VRAY s'inquiète de cette difficulté, qui ne motive pas les enseignants à aller enseigner à Troyes.

Monsieur Nicolas ETIQUE voudrait connaître la politique envisagée pour promouvoir le développement de ressources d'innovation pédagogique et avoir une meilleure reconnaissance de l'investissement des collègues dans le développement de ces ressources.

Monsieur HUSSENET admet que certains outils numériques mériteraient de bénéficier à toute la collectivité et souhaite lutter contre l'inégalité et la détresse numérique de certains étudiants et personnels. Il regrette que les efforts des collègues délocalisés ne soient pas assez mis en avant.

Monsieur le président indique que les primes et les promotions sont le levier sur lequel il est possible de s'appuyer.

Madame Françoise LE NY VRAY insiste sur la nécessité d'avoir les moyens matériels, au lieu d'une prime, afin de pouvoir développer la pédagogie inversée, notamment en Archéologie. L'attention est attirée sur le fait que l'innovation pédagogique entraîne des répercussions à plusieurs niveaux et l'idée d'échanger avec tous les acteurs de terrain est mise en exergue par le président.

Madame Anaïs DANET souhaite connaître l'articulation des trois portefeuilles entre l'innovation pédagogique centrée sur l'innovation pédagogique numérique, le vice-président délégué au numérique et le premier vice-président délégué à l'intelligence artificielle et savoir comment les champs sont délimités.

Monsieur le président explique que la partie innovation pédagogique est liée au projet DEMETERE. Pour l'intelligence artificielle, la question est de découvrir son étendue tant au niveau pédagogique qu'au niveau de la recherche. Le numérique regroupe l'intelligence artificielle et l'innovation pédagogique mais également tout le reste du numérique.

Madame DANET demande si cela signifie que l'intelligence artificielle est envisagée en tant qu'objet plus qu'en tant qu'outil et monsieur Vincent VUIBLET confirme qu'il s'agit des deux.

Présentation de la vice-présidente déléguée à la coordination territoriale du réseau ESR-CA : madame Ahlem ARFAOUI

Il n'y a pas de questions.

Présentation de la vice-présidente déléguée à la vie étudiante, de campus et universitaire : madame Céline SCHNEIDER

Monsieur Georges DURRY demande si elle va co-présider la CFVU et madame SCHNEIDER précise qu'elle n'est qu'élue à la CFVU.

Madame Linda MFENJOU demande ce qu'elle entend par « emploi étudiant » et madame SCHNEIDER explique qu'il s'agit de favoriser l'emploi étudiant durant les études, peut-être au sein de l'URCA via la CVEC.

Madame MFENJOU demande si c'est au sein de la faculté ou en dehors et madame SCHNEIDER répond qu'il s'agit des deux.

Madame Emmanuelle GAUTHERAT évoque le refus de la part de la CFVU de soutien aux étudiants qui ont déposé des dossiers de demande de paniers repas et lui demande si elle apportera son soutien à ces étudiants.

Madame Ahlem ARFAOUI précise que, concernant les paniers repas, ce n'est pas lié uniquement aux dossiers mais également à la coordination avec les CSA de campus, car l'université n'a pas l'autorisation de faire de distribution alimentaire sur les campus sans leur autorisation. Elle précise qu'il y a un financement de 75000€ pour l'AGORAE pour ce qui est alimentaire, hygiénique, etc.

Madame Françoise LE NY VRAY indique que la distribution alimentaire a déjà existé par le passé et madame ARFAOUI rappelle qu'il suffit d'obtenir l'autorisation des CSA.

Madame GAUTHERAT souhaite savoir s'il y aura un travail en amont pour ces projets et cela est confirmé par madame SCHNEIDER.

Madame Marie-Odette VICTOR ajoute que des distributions alimentaires ont été mises en place dans l'université il y a deux ans. Les cadrages cette année sont différents puisque l'association demande que des partenariats effectifs soient mis en œuvre au sein de l'université avec des infrastructures, ce qui est complexe car la publicité est interdite. Des discussions et un travail sont menés pour se rapprocher de cette structure en particulier et d'autres structures pour les paniers repas.

Madame Françoise LE NY VRAY questionne madame Céline SCHNEIDER sur la reprise de la discussion avec le CROUS pour les repas aux étudiants à 1 €.

Madame SCHNEIDER indique devoir les rencontrer pour la vie étudiante et cette question sera abordée.

Madame Ahlem ARFAOUI précise que le repas à 1 € existe toujours au niveau national, le CROUS étant un opérateur du CNOUS.

Présentation du vice-président délégué à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle : monsieur Jean-Marc BASCOURRET

Monsieur Nicolas ETIQUE demande ce qu'il entend par « promouvoir l'entrepreneuriat auprès des collègues » et monsieur BASCOURRET explique que certains enseignants, enseignants-chercheurs ou chercheurs peuvent avoir des envies de création d'entreprise ou de développement d'activités. L'idée est donc de mettre en place un accompagnement en la matière, qui n'existe pas vraiment aujourd'hui, basé sur des ressources internes de l'université, certains appellent cela « l'intraprenariat » car issu de l'intérieur de l'université.

Monsieur Nicolas ETIQUE demande si les doctorants sont inclus dans ce schéma et monsieur BASCOURRET le confirme.

Monsieur Georges DURRY souligne que cette mission ressemble à celle du vice-président délégué à l'innovation, notamment sur les deux premiers points.

Monsieur Jean-Marc BASCOURRET explique que ces deux points concernent un pôle spécifique et non l'innovation strictement.

Présentation du vice-président délégué auprès de l'alliance européenne INVEST : monsieur Essaid AIT BARKA

Madame Emmanuelle GAUTHERAT indique que le vice-président RI sera connu ultérieurement et ne comprend pas pourquoi il y aura deux personnes sur ces missions.

Monsieur le président indique que réussir l'intégration dans INVEST est stratégique et cela nécessite une personne à temps plein sur ce point. Une personne est également nécessaire pour gérer les autres aspects des relations internationales.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Vincent VUIBLET vice-président délégué à l'IA et à la communication, avec 23 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Lilian JOLY vice-président délégué à la recherche, avec 25 voix pour, 1 voix contre et 5 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Laurent LUCAS vice-président délégué à l'innovation et aux partenariats, avec 21 voix pour, 6 voix contre et 4 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Emmanuelle LECLERCQ vice-présidente déléguée à la formation et à la vie universitaire, avec 25 voix pour, 1 voix contre et 4 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Béatrice MARIN vice-présidente déléguée à la formation doctorale, avec 19 voix pour, 4 voix contre et 8 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Damien JOUET vice-président délégué aux ressources humaines, avec 23 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Stéphanie CAILLIES vice-présidente déléguée à l'égalité femme-homme et à la lutte contre les discriminations, avec 23 voix pour, 1 voix contre et 7 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Isabelle TITEUX vice-présidente déléguée à la représentation de l'université dans les Ardennes, avec 22 voix pour, 5 voix contre et 4 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Anne JUSSIAUME vice-présidente déléguée à la représentation de l'université dans la Champagne Sud et en charge du pilotage HRS4R, avec 23 voix pour, 1 voix contre et 7 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Romuald ARNOLD vice-président délégué au numérique, avec 23 voix pour, 1 voix contre et 7 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Laurent HUSSENET vice-président délégué à l'innovation pédagogique et pour le site de Châlons-en-Champagne, avec 19 voix pour, 3 voix contre et 9 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Ahlem ARFAOUI vice-présidente déléguée à la coordination territoriale du réseau ESR-CA, avec 21 voix pour, 2 voix contre et 8 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit madame Céline SCHNEIDER vice-présidente déléguée à la vie étudiante, de campus et universitaire, avec 20 voix pour, 3 voix contre et 8 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Jean-Marc BASCOURRET vice-président délégué à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle, avec 21 voix pour, 4 voix contre et 6 abstentions.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne élit monsieur Essaid AIT BARKA vice-président délégué auprès l'alliance européenne INVEST, avec 20 voix pour, 7 voix contre et 4 abstentions.

➤ **Election du bureau**

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne approuve la composition du bureau de l'université, à l'unanimité.

3. Délégations de pouvoir du CA au président

Madame Dominique ROUX fait lecture de l'ensemble des délégations de pouvoir accordées au président pour la durée du contrat.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne approuve la proposition de délégations de pouvoir au président de l'université, à l'unanimité.

4. Conventions

Madame Dominique ROUX énumère les conventions signées par monsieur le président du 21 mars 2024 au 29 mars 2024.

Le conseil d'administration de l'université de Reims Champagne-Ardenne approuve la liste des conventions qui lui ont été soumises, à l'unanimité.

Monsieur le président précise qu'il y aura une deuxième vague de conventions à approuver dans la mesure où il a dû signer d'autres conventions avant ce conseil d'administration afin de ne pas bloquer les collègues et composantes.

5. Questions diverses

- *RIPEC C3 : dans le compte rendu du CA du 12/12/2023, Monsieur Christophe Clément alors actuel VP indique que : "Un courrier individuel expliquant la méthode et les raisons de la non-obtention de la prime sera adressé afin de permettre une amélioration dans la présentation de dossiers les prochaines années." La campagne 2024 du RIPEC C3 a débuté et les collègues sont invités à déposer leur dossier pour le 12 avril. J'ai été interpellé par un certain nombre de collègues qui n'ont à ce jour pas reçu le fameux courrier individuel les privant ainsi de la possibilité d'améliorer la présentation de leur dossier. Peut-on savoir pourquoi ce courrier n'a pas été envoyé ? Comment peut-on assurer aux collègues que cela ne va pas les pénaliser à nouveau cette année ? (Monsieur Nicolas ETIQUE)*

Monsieur le président indique que cette mesure avait été mise en place il y a quatre ans visant à expliquer aux collègues non promus les raisons de ce refus et la méthode appliquée. Malgré le fait que ce ne soit pas une obligation, au vu des retours positifs, cela a été mis en pratique durant les quatre années, sauf pour la dernière mouture faute de temps. Il se tient à leur disposition pour répondre à leurs interrogations.

Monsieur Nicolas ETIQUE rappelle qu'il y a eu un changement l'année dernière dans l'appréciation de la prime à la suite d'un décret ayant revu les critères d'attribution de la prime RIPEC C3. Il y a donc nécessité à communiquer aux collègues la façon dont ils doivent présenter leur dossier pour que tous les dossiers soient jugés de la même manière.

Monsieur le président rappelle que chaque section CNU a sa propre façon de présenter le dossier. La tâche de l'université est de réussir à comparer tous les dossiers équitablement.

Monsieur Nicolas ETIQUE a relevé que les avis CNU n'avaient pas été pris en compte lors de la dernière évaluation RIPEC et invite la présidence à expliquer aux collègues que l'évaluation locale prime.

Monsieur le président explique qu'il avait été fait le choix de ne pas tenir compte de ces avis CNU en raison du fait que certaines CNU ne donnent pas d'avis et d'autres donnent un avis « très favorable » à tout le monde. La grille d'évaluation a été votée à l'unanimité et fonctionne plutôt bien, même si elle pourrait être encore affinée.

Monsieur Nicolas ETIQUE se positionne également en élu CNU et pense que si l'établissement décidait de ne plus utiliser les évaluations CNU, il serait judicieux de prévenir les sections CNU.

Monsieur le président rappelle que l'université n'est pas en droit de refuser les évaluations CNU et qu'il s'agit d'un choix du conseil académique.

- Comité de promotion : la composition des comités de promotion doit être approuvée prochainement par le conseil académique. Beaucoup de collègues s'inquiètent de la politique qui sera proposée concernant la composition de ces jurys et notamment au regard des comités de promotion des années antérieures. Est-il prévu que ces jurys soient composés cette année a minima de membres extérieurs des disciplines ? Est-il prévu de mettre en place une charte de déontologie empêchant les personnes ayant des liens personnels et professionnels (publications communes, collaborations...) avec les candidats d'y siéger ? (Monsieur Nicolas ETIQUE)

Monsieur le président confirme ces prévisions. Il y aura des extérieurs dans les comités d'évaluation et il sera vérifié qu'il n'y a pas de publications communes ou d'activités communes de recherche ou de formation dans les cinq dernières années, une charte sera signée par les différents membres des commissions d'absence de conflit d'intérêts avec l'un ou l'autre des candidats.

Monsieur Georges DURRY demande confirmation qu'elles ne sont pas encore composées et monsieur le président indique qu'elles seront proposées au prochain conseil académique.

Monsieur Georges DURRY souhaiterait la présence systématique de directeurs de composantes au sein de ces comités.

Monsieur le président indique qu'un cadrage est à respecter mais qu'une réflexion peut être menée. Cette année sera la dernière vague de repyramidage.

Monsieur Georges DURRY s'inquiète du calendrier de la campagne d'emplois qui est extrêmement tendu.

Monsieur le président convient que la date doit être décalée, mais la première mouture doit être arrêtée avant l'été pour respecter un temps d'échange important avec les composantes et les unités.

Monsieur Nicolas ETIQUE demande si un planning d'organisation du conseil d'administration leur sera transmis.

Monsieur le président confirme la transmission prochaine du calendrier des différentes instances, ainsi que des différentes échéances pour planifier les activités et s'organiser en conséquence.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h20.